

Editorial N°307

AU SECOURS DES IDEES

Par Paul TEDGA

BURUNDI : PIERRE NKURUNZIZA PEUT-IL SE PASSER DE L'OPPOSITION ? Réélu président du Burundi, en juin, lors d'un scrutin où il était seul candidat en lice, tous les candidats de l'opposition ayant boycotté pour dénoncer la mauvaise organisation de cette élection mais aussi des autres scrutins législatifs et communaux, Pierre Nkurunziza a finalement prêté serment, jeudi 26 août, à Bujumbura, en présence d'un seul chef d'Etat étranger, le Rwandais Paul Kagame, alors qu'il en avait invité une bonne quinzaine. Les vice-présidents de l'Angola, du Nigeria et de la Zambie, ainsi qu'une vingtaine de délégations étrangères ont également assisté à la cérémonie.

La main droite tenant le drapeau national et le drapeau de l'unité nationale, la main gauche posée sur la Constitution du Burundi, le président Pierre Nkurunziza est engagé à combattre toute idéologie et pratique du génocide et d'exclusion, à promouvoir et à défendre les droits et libertés individuelles, à défendre les intérêts supérieurs de la nation, à assurer l'unité nationale et la cohésion nationale, la paix et la justice sociale », lors de cette cérémonie d'investiture au Palais des Congrès de Bujumbura. Dans son discours, il a souligné que cette cérémonie marquait la toute première fois dans l'histoire du Burundi qu'un pouvoir issu des élections termine son mandat. Agé de 45 ans, ancien professeur d'éducation physique puis leader de l'ex-principale rébellion hutu du CNDD-FDD, aujourd'hui au pouvoir, Pierre Nkurunziza avait été élu, pour la première fois, à la tête de l'Etat burundais en 2005, par le parlement. « Durant ce (deuxième) mandat, notre priorité sera la consolidation de la paix, de la sécurité et de la réconciliation, la tolérance zéro » à tous les coupables d'actes de corruption et de malversations économiques. La cérémonie est déroulée sous très haute sécurité. Des hélicoptères de l'armée burundaise survolaient la capitale tandis que des milliers de soldats et de policiers étaient déployés dans les rues de Bujumbura. Le Burundi traverse une grave crise politique depuis les communales du 24 mai 2010, remportées très largement par le parti au pouvoir et dénoncées par l'opposition comme entachées de fraudes massives. Juste après l'investiture, l'opposition a annoncé qu'elle ne reconnaît pas les institutions issues des élections. « L'Alliance démocratique pour le changement (ADC) ne reconnaît aucune institution issue de ces élections » dont le président Pierre Nkurunziza, a déclaré son porte-parole, Chauvineau Mugwengezo. Cette plateforme constituée, pour le moment, de 12 partis d'opposition dont l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL), aspirait à diriger le pays. Mais le leader du FNL, Agathon Rwasa, après avoir fait acte de candidature à l'élection présidentielle, a finalement préféré retirer sa candidature pour dénoncer les fraudes massives qui devaient entacher, par la suite, cette élection. S'étant mis en réserve du processus électoral, le pouvoir le suspecte de vouloir, tôt ou tard, reprendre la lutte armée à défaut de tenter un coup d'état, où le soutien du pouvoir à l'aile dissidente du FNL qui, lors d'un congrès extraordinaire organisé, récemment, à Bujumbura, a désigné Emmanuel Miburo comme nouveau président du parti. Une décision bien entendue contestée par Agathon Rwasa et la grande majorité du FNL, qui vient d'entreprendre des démarches administratives pour casser cette décision (lire Les Gens, page 15). Tout compte fait, Le président réélu ne pourra pas efficacement attaquer aux maux qui minent son pays, maux qu'il a bien identifiés dans son discours, en faisant l'économie d'une réconciliation nationale au préalable. Il faut, comme le lui demande l'opposition, amorcer très rapidement un véritable dialogue qui puisse permettre de restaurer la confiance entre les deux parties. C'est de cette seule façon qu'on pourra reparler de démocratie au Burundi.